

Information politique et participation
Information and Political Participation
Información política y participación

Léon DION

Volume 2, Number 1, mai 1970

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/001186ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/001186ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Presses de l'Université de Montréal

ISSN

0038-030X (print)

1492-1375 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

DION, L. (1970). Information politique et participation. *Sociologie et sociétés*, 2(1), 3–24. <https://doi.org/10.7202/001186ar>

Article abstract

Using a methodology which applies cybernetics to social communications and which uses a systemic approach, the author establishes certain relationships between information level and political participation. He shows in particular that the unequal distribution of information among socio-economic groups corresponds with unequal political participation. After giving the reasons for these relationships, he outlines certain reforms.

Information politique et participation



LÉON DION

I. POUR UNE MÉTHODE D'ANALYSE DU RÔLE DE L'INFORMATION POLITIQUE

DEPUIS 1945, grâce à l'application de la cybernétique au domaine des communications sociales, l'étude de l'information a connu un essor qu'il n'est pas exagéré de qualifier de révolutionnaire. Partant des résultats obtenus par l'étude de la transmission du courant dans les circuits électriques, Norbert Wiener et, à sa suite, d'autres auteurs¹ ont conclu que la communication est constituée de processus essentiellement différents les uns des autres au départ (par exemple, dans l'image photographique : la lumière du soleil, l'émulsion sur la plaque photographique, etc.) mais conduits progressivement à un état de convergence et d'homogénéité sous des aspects significatifs de sorte qu'il en résulte un message — dans notre exemple, une image appelée photographie — plus ou moins conforme aux objets qui avaient au début provoqué la rencontre et la fusion de ces processus. De telles séquences, quelles que soient les formes sous lesquelles elles se produisent, constituent un médium de communication. Ce médium est simple ou complexe;

1. Norbert Wiener, *Cybernetics*, 2^e éd., New York, John Wiley, 1961; Norbert Wiener, *The Human Use of Human Beings*, Boston, Houghton Mifflin, 1950; W. Ross Ashby, *An Introduction to Cybernetics*, New York, John Wiley, 1956; A. Moles *et al.*, *Communications et langages*, Paris, Mouton, 1963; Lucien Mehl, « Pour une théorie cybernétique de l'action administrative », dans Vedel *et al.*, *Traité de science administrative*, Paris, Mouton, 1966, p. 782-825.

il peut comporter ou non des relais et des circuits; il peut constituer ou non un réseau.

On comprend dès lors qu'il ne soit pas suffisant de dire que le médium influence le message. Il faut plutôt affirmer, avec Marshall McLuhan, que le médium est le message.

Les auteurs estiment que la cybernétique s'applique aussi bien aux communications sociales qu'aux communications mécaniques ou électroniques. On distingue deux genres de modèles : le premier, de type rigoureusement cybernéticien et qui comporte, dans la terminologie de Lucien Mehl, les éléments suivants : un sélecteur ou le mécanisme qui élabore les finalités du système; un effecteur ou le mécanisme qui exécute les opérations; et un transducteur ou l'appareil médiateur qui transmet les consignes à l'effecteur et surveille son fonctionnement conformément aux fins définies par le sélecteur. Le deuxième genre de modèle s'applique aux communications en général et comprend une source et un destinataire de l'information qui utilisent pour communiquer l'un avec l'autre un émetteur et un récepteur plus ou moins élaborés. Le modèle cybernétique comporte en outre généralement un effet dit de rétroaction (*feedback*). Ce dernier effet est d'une importance toute particulière puisqu'il rend possible le contrôle constant requis pour la bonne transmission du message de même que pour les réajustements qui peuvent s'imposer à un ou plusieurs points du circuit de communication.

Qu'ils soient simples ou complexes, de type manuel ou automatique, les réseaux de communication ont essentiellement pour fonction de transmettre des informations. On se méprend souvent sur le caractère des informations ainsi produites. Elles ne constituent pas au premier chef des données sur des événements ou des phénomènes. Elles renseignent plutôt sur les interactions qui surviennent entre événements (énergie, ressources, soutiens, besoins, objectifs, décisions, etc.). C'est le degré de conformité du message transmis à l'entrée du circuit par la source avec le message reçu par le destinataire à la sortie du circuit qui, non seulement définit la valeur relative d'un médium de communication comme canal d'information, mais, en outre, constitue l'information communiquée. En d'autres termes, l'information, c'est l'élément qui demeure plus ou moins constant dans la communication. Puisqu'elle apparaît ainsi comme une donnée quantitative, l'information peut être mesurée selon des méthodes mathématiques sophistiquées.

L'application de la cybernétique à la vie sociale a produit une image toute nouvelle de l'infrastructure des sociétés. Celle-ci nous apparaît comme un réseau continu et dense d'artères et de veines qui transmettent à toutes les parties du corps social le sang nécessaire à leur vie, c'est-à-dire l'information. Ce réseau est en même temps doté d'un cœur distributeur, récupérateur et régénérateur et d'un cerveau capable de contrôler, réajuster et réparer les canaux.

Dans cette nouvelle optique, une société c'est une communauté d'hommes créée et soutenue par un ensemble d'habitudes de communications dont une culture et un langage communs constituent les éléments essentiels.

Une des tâches majeures de l'analyse sociale devient dorénavant l'étude des caractères et des conditions de ce réseau de communication dans le temps et dans l'espace : comment il se présente dans les sociétés traditionnelles où pré-

dominent les rapports interpersonnels et de petits groupes, et dans les sociétés les circuits du réseau pour rejoindre les destinataires, individus ou groupes, restreints, tantôt des organisations géantes qui, dans leurs opérations, s'interpénètrent, s'entrecroisent, chevauchent les uns sur les autres et neutralisent ou, au contraire, amplifient leurs effets.

C'est ainsi que l'étude des communications dans des situations de fait, en montrant comment l'information part des centres émetteurs et circule à travers les circuits du réseau pour rejoindre les destinataires, individus ou groupes, met en relief, d'une façon inédite, les multiples facettes des structures sociales. Cette étude, entre autres enseignements, montre comment divers types d'activité peuvent être favorisés ou non selon les caractères et le fonctionnement du réseau de communication. Selon que ce dernier transmet les informations de façon adéquate ou non, les organisations remplissent ou non leurs tâches, les interactions utiles entre individus ou groupes se produisent ou non, le fonctionnement des rouages politiques et sociaux se déroule selon les règles ou au contraire aboutit à un désastre ².

La politique représente un domaine où le développement d'une méthode d'analyse conforme aux données de la cybernétique devrait se révéler particulièrement fructueux. L'identification et l'examen des mécanismes qui permettent aux agents politiques de créer, conserver, transmettre et recevoir les informations, tant internes qu'externes, nécessaires à leur action est susceptible d'accroître considérablement nos connaissances du processus politique. Malheureusement, cette étude n'est qu'amorcée et n'a jusqu'ici procuré que des connaissances embryonnaires. Les travaux sur le sujet, malgré leur caractère incomplet, ouvrent cependant un nouvel angle de vision fort prometteur sur la politique.

Sous l'impulsion de Talcott Parsons en sociologie et de David Easton en science politique l'analyse systémique s'est imposée à l'attention des théoriciens et des chercheurs. Or, le modèle cybernétique, et plus particulièrement les notions d'*input*, d'*output* et de *feedback*, procurent au concept de système la valeur opératoire qui lui faisait si manifestement défaut chez les penseurs sociaux plus anciens, chez Herbert Spencer par exemple, qui fut le premier à tenter de centrer la vie et les institutions sociales autour de la notion de système.

Il reste toutefois beaucoup de précisions et de perfectionnements à apporter pour que la méthode systémique puisse devenir un instrument adéquat d'analyse. D'une part, la méthode systémique laisse subsister dans l'orbite des systèmes des environnements indéterminés qui sont pourtant considérés comme étant en grande partie responsables de ce qui se produit à l'intérieur des systèmes. D'autre part, les analystes du système politique n'ont vraiment ouvert qu'un volet du triptyque

2. On pourrait citer de nombreux exemples de désastres imputables au mauvais état des communications. Il arrive souvent que la raison du piètre développement des communications provient du manque d'homogénéité du réseau, une partie du réseau étant de type traditionnel et l'autre de type moderne. C'est ainsi que le désastre minier que relate John Barlow Martin dans un poignant article (« The Blast in Centralis No. 5, A Mine Disaster no One Stopped », *Harpers Magazine*, n° 196, mars 1948, p. 193-220) est attribuable à la difficulté des communications entre les représentants locaux et les patrons et les chefs syndicaux métropolitains. Cet événement doit être considéré comme un symptôme de la crise résultant du fait que les structures sociales, fondées sur l'électronique, les grandes corporations, les universités et les gouvernements qui sont appelés à se substituer aux structures traditionnelles ne sont encore qu'en processus d'émergence.

que comporte leur théorie. Seule la partie centrale de cette dernière qui englobe en gros le secteur étatique, tel que le conçoivent les institutionnalistes, a été formulée clairement. Les régions excentriques du système, à l'entrée surtout mais aussi à la sortie, ont été peu explorées. Ce sont ces lacunes flagrantes que je me suis efforcé récemment de combler en partie en élaborant, à côté du système politique, un système social qui s'impose à l'attention de l'analyste avec la même rigueur que le premier et en montrant comment des mécanismes d'interactions comme les partis et les groupes d'intérêt remplissent une fonction de médiation entre les deux systèmes³.

Mais il me semble que le recours par les analystes systémiques au modèle cybernétique n'aura qu'une portée analogique et qu'une valeur pédagogique tant qu'on ne mettra pas l'accent sur le réseau de communication qui relie tous les points du système les uns aux autres et qui assure la liaison avec le système social.

En effet les perspectives majeures de recherche qu'ouvre l'analyse systémique sont directement reliées au problème des communications : comment les mécanismes d'interactions qui convertissent les pressions et les intérêts sociaux en demandes et en soutiens politiques opèrent-ils ? Comment se fait le choix des organisations politiques qui assurent le traitement de ces demandes et de ces soutiens ? Quels sont les modes de rapports que ces organisations entretiennent avec les agents sociaux et les autres agents politiques ? Par quels processus ces demandes et soutiens sont-ils acheminés vers les centres de décision appropriés ? Comment ceux-ci procèdent-ils pour produire les décisions ? Comment ces décisions retournent-elles vers le système social ? Comment les effets qui en résultent reviennent-ils vers le système politique ? Autant de questions auxquelles on apporterait sûrement des réponses plus complètes si, en les examinant, on comprenait que la chaîne d'actions et de réactions qui rend possibles ces conversions, sélections et décisions constitue au sens fort du terme un réseau de communication et qu'à travers tout ce réseau c'est de l'information qui circule : information sur les conditions du milieu ; information sur le fonctionnement des systèmes eux-mêmes ; information enfin, sur les réactions du milieu. Les travaux de Karl W. Deutsch constituent un premier et déjà remarquable pas dans cette voie prometteuse⁴.

L'interminable débat sur la spécificité du politique de même que celui sur les « frontières » du politique ne seront sans doute pas tranchés à brève échéance. Mais l'unanimité se fait rapidement sur un point capital : une caractéristique majeure du système politique est d'être une machine propre à produire des décisions impératives pour l'ensemble des individus et des groupes sociaux — impératives en ce double sens que la probabilité est forte qu'une fraction prépondérante de la population reconnaisse la légitimité de la source des décisions et que la capacité de l'agent de décision de contraindre est réelle et manifeste.

3. Voir notamment mes articles, « A la recherche d'une méthode d'analyse des partis et des groupes d'intérêt », *Revue canadienne de science politique*, vol. 2, n° 1, 1969, p. 45-64 ; « Politique consultative et système politique », *Revue canadienne de science politique*, vol. 2, n° 2, 1969, p. 226-244.

4. Karl W. Deutsch, *The Nerves of Government, Models of Political Communication and Control*, New York, The Free Press, 1963 ; et *Nationalism and Social Communications*, Cambridge, M.I.T. Press, et New York, John Wiley, 1953.

Dans la mesure où le système politique constitue en effet une « machine à décisions », il devient un secteur privilégié d'application de la cybernétique. En effet, les mécanismes d'interactions du système social et du système politique (partis, groupes d'intérêt, mécanismes consultatifs, médiums d'information) aussi bien que les mécanismes d'*output* politiques (législation, gouvernement, administration, juridictionnel), par l'exigence même des décisions à produire doivent véhiculer un fort volume d'informations, d'où leur développement exceptionnel par rapport aux mécanismes analogues du système social. Pour la même raison, les canaux de rétroaction se doivent aussi d'être fort développés afin de permettre aux agents sociaux d'être bien informés sur les intentions des agents politiques et au système politique de se réajuster lui-même constamment selon les réactions des agents sociaux.

On comprend dès lors pourquoi on a si longtemps appelé le système politique *le* pouvoir par contraste avec les noyaux même les plus fermes du système social qui n'apparaissent que comme des pouvoirs (social, économique, culturel, etc.). Il est *le* pouvoir, non seulement en raison de l'importance et du volume des données qu'il traite et convertit en décisions ou en raison du caractère tout spécialement impératif de ces décisions, ou même encore parce que ces décisions s'imposent à tous les paliers du système social et y produisent des effets qui souvent transforment considérablement les conditions et les possibilités de ce système, mais encore parce que, en vertu du caractère de plénitude de ces décisions, il englobe en quelque sorte, en les coordonnant, les multiples aspects du social.

On saisit, dès lors, l'importance toute spéciale des canaux de rétroaction pour le système politique. Parce que les conséquences de son fonctionnement s'étendent au système social tout entier, le système politique doit comporter des moyens de contrôle et de réajustement doués d'une grande précision et d'une grande sensibilité. Il doit pouvoir mesurer constamment la température, le climat et les réactions de l'environnement. Retours vers les électeurs, sondages d'opinion, missions d'animation, conférences d'information, mécanismes consultatifs sont autant de moyens de produire de telles mesures. Mais leur degré d'exactitude et de sensibilité est aléatoire. Les oscillations, les hésitations et les « erreurs » qui se produisent à une grande fréquence au sein des systèmes politiques démontrent le manque d'efficacité des canaux de rétroaction. Il faut songer à les améliorer.

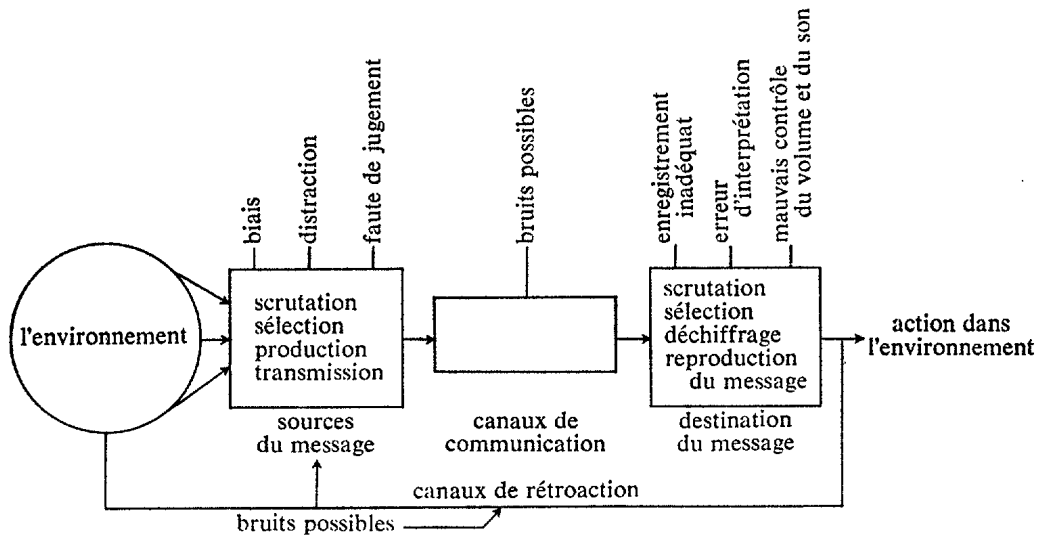
Deutsch suggère, pour mener cette étude, de considérer les facteurs suivants : 1) la charge des informations, c'est-à-dire le degré et la rapidité des changements dans la position de l'objectif une fois qu'il a atteint le milieu ambiant et en rapport avec le but visé par le système; 2) le retard dans les réponses du système, c'est-à-dire le temps qui sépare la réception de l'information concernant la position de l'objectif dans le milieu ambiant et l'accomplissement des ajustements correspondant au but visé par le système; 3) le gain obtenu dans chaque démarche correctrice du système, c'est-à-dire l'importance du changement dans les conduites qui en résultent; 4) le contrôle des opérations, c'est-à-dire la distance qui sépare les prédictions concernant la position de l'objectif dans le milieu ambiant et la position qu'il occupe réellement d'après les signaux les plus récents.

L'analyse de ces facteurs, toujours selon Deutsch, permet de poser les questions suivantes sur la qualité de la performance d'un système politique :

1) Quels sont l'étendue et le degré du changement dans la situation internationale ou intérieure auxquels il doit faire face ? 2) Quel est le retard dans la réponse du système à un nouvel état d'urgence ou à un nouveau défi ? Combien de temps faut-il au système pour qu'il devienne conscient d'une situation nouvelle ? Combien de temps additionnel faut-il pour prendre une décision ? Quels délais implique une participation accrue des citoyens ou la pratique de la consultation ? 3) Quel gain politique résulte de la réponse du système ; c'est-à-dire quelle est la vitesse et l'étendue de la réaction d'un système politique aux nouvelles données qu'il a acceptées ? Avec quelle rapidité les bureaucraties, les partis, etc., répondent-ils aux ré-allocations de leurs ressources ? 4) Quelle est l'étendue du contrôle des opérations, c'est-à-dire la capacité d'un système de prédire et d'anticiper de nouveaux problèmes de façon correcte ? Jusqu'à quel point un système s'efforce-t-il d'accroître son contrôle des opérations par la création d'organismes de prévision spécifiques et d'offices de prospective ou de planification ⁵ ?

Un autre ordre de préoccupations qu'ouvre l'analyse des questions précédemment mentionnées concerne la qualité de la transmission de l'information. En effet dans tout circuit de communication relativement complexe les sources possibles de déformation de l'information sont très nombreuses comme le montre le schéma suivant :

Points de déformation de l'information dans un circuit de communication



SOURCE : Cyril Roseman *et al.*, *Dimensions of Political Analysis*, Englewood Cliffs (N. J.), Prentice-Hall, 1966, p. 256.

Par l'examen du réseau de communication sous-jacent aux systèmes politiques il devient possible de suivre le mouvement de l'information depuis sa source jusqu'à son point de destination : on peut dès lors identifier les goulots d'étranglement, les centres de distorsion, les points du réseau où la perte d'information se produit, les circuits qui créent des interférences ou introduisent des éléments étrangers. Selon le résultat enregistré, les systèmes politiques seront dits cohérents ou incohérents.

⁵ Karl W. Deutsch, *The Nerves of Government, Models of Political Communication and Control*, p. 187-188, 189-90.

Tous ces facteurs de rendement des systèmes politiques et toutes ces questions qui leur sont adressées, même si elles visent directement les communications du système politique avec le système social, visent en même temps la qualité et la pertinence des rouages des communications internes. En outre, les relations externes des systèmes politiques sont étroitement liées à leurs relations internes. Il n'en reste pas moins que la connaissance des communications externes et des communications internes exige deux types d'étude différents comportant l'un et l'autre leurs données et leurs variables propres.

En considérant ainsi les systèmes politiques comme des réseaux de communication, plusieurs questions anciennes peuvent être envisagées sous un jour nouveau ou encore de nouvelles questions peuvent être posées.

C'est ainsi que la façon dont les systèmes politiques fabriquent et transmettent les informations devient un indice important de leur cohésion et de leur cohérence internes. En effet, les systèmes politiques cohésifs et cohérents sont ceux où existent des réseaux de communication intégrés et homogènes.

De même la rationalité des choix se trouve intimement liée à la qualité du réseau de communication du système politique. La plupart des grands systèmes doivent traiter des informations concernant une foule de sujets souvent disparates. Pour le système politique la variété de tels sujets est illimitée. Certes, la « mémoire » systémique s'est beaucoup accrue récemment par l'invention de moyens électroniques de traitement, classement et entreposage de l'information. Toutefois, la possibilité des choix au moment de la décision est souvent fort limitée, à cause des considérations de coûts, de rendement et d'efficacité qui viennent sérieusement restreindre la marge de jeu des dirigeants. La rationalité des choix se trouve ainsi fonction de la sûreté et de la rapidité avec lesquelles les centres stratégiques du réseau de communication peuvent faire le tri dans la masse des informations de façon à retenir celles qui, selon les situations, orienteront les responsables vers des décisions rationnelles et raisonnables.

Par ailleurs, bien qu'il ne soit pas toujours aisé de mesurer la portée sur le public de la qualité de l'information qui précède, accompagne et suit les décisions, dans chaque cas où une telle analyse fut menée cette portée se révéla considérable. Dans une théorie intégrale de l'autorité, l'information devrait être un concept premier, au même titre que le consensus et la force. Comment en effet peut-on raisonnablement obtempérer à un ordre si on est dans l'ignorance de la nature de cet ordre ou si on est convaincu, sans avoir pu procéder à un examen suffisant, que cet ordre est mal fondé ? Comment, au surplus, dans ces circonstances, peut-on considérer comme légitime l'application de mesures contraignantes ?

Ces considérations conduisent à poser un problème majeur concernant tout réseau de communication — problème dont la solution peut être décisive pour toute grande organisation et particulièrement pour le système politique. Il s'agit de l'identification des points dans les circuits de communication qui peuvent être critiques pour la prise des décisions et l'émission des ordres. En prenant comme exemple une armée, ces points ne peuvent être situés au niveau des généraux qui sont trop peu nombreux et trop éloignés des simples soldats pour disposer de toutes les informations pertinentes; ils ne peuvent non plus être au niveau des

sergents qui sont, au contraire, trop nombreux et trop près des simples soldats pour pouvoir traiter judicieusement les informations éparses et incomplètes dont ils disposent. Ces points se trouvent au niveau des colonels qui sont assez bien situés dans le réseau de communication par rapport aux simples soldats et par rapport aux états-majors pour pouvoir formuler des jugements justes sur un grand nombre de questions importantes touchant la vie de l'armée. Le rang de colonel constitue donc le « niveau moyen » critique dans les circuits de communication d'une armée⁶. Dans un système politique, un tel rang stratégique serait probablement celui de sous-ministre ou de directeur général d'un important service. Ces personnes, peu connues du grand public, sont par contre les « éminences grises derrière le trône ». D'elles, dépend la bonne circulation des informations entre le gouvernement et les niveaux intermédiaires de la fonction publique; en tant qu'intermédiaires entre la « politique » que représentent les ministres et les administrateurs possédant les connaissances « expertes », ces personnes remplissent un rôle essentiel dans la conversion en décisions politiques de l'information sur les besoins et les aspirations des citoyens d'une part, et sur les ressources et les coûts, d'autre part.

Si les sous-ministres et les directeurs de grands services constituent les niveaux moyens critiques des systèmes politiques du point de vue de l'information politique externe, aussi bien qu'interne, qu'advient-il alors du rôle des parlementaires, des ministres et, plus particulièrement, du premier ministre ? L'aire d'activité des parlementaires, tant ceux du gouvernement que ceux de l'opposition, est généralement limitée à leur comté; celle des ministres dépasse rarement les frontières de leur secteur de responsabilité. Les premiers ministres, dont l'aire d'action n'est limitée ni sur le plan géographique ni sur le plan sectoriel, se trouvent dans une situation fort imprécise et souvent pathétique. D'une part, ils sont les chefs d'un parti et, à ce titre, tout comme les chefs des partis de l'opposition d'ailleurs, ils ont des responsabilités bien définies vis-à-vis d'une clientèle qui a des droits précis sur eux; d'autre part, ils sont les leaders de la nation et, à ce titre aussi, ils ont des responsabilités auxquelles ils ne peuvent se dérober. Le premier ministre, par suite de ce double leadership, est, pour ainsi dire, le garant de la qualité de toute l'information qui circule dans un pays. Plus encore : il doit prévoir correctement les réactions du public aux décisions du gouvernement; il doit aussi prévoir les conséquences plus générales de chaque décision tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Il doit finalement pouvoir anticiper les événements. Outre le fait qu'un pays ne saurait être bien gouverné si le premier ministre faillit à sa tâche, son avenir même comme leader dépend de sa capacité d'anticipation et de son aptitude à bien traduire la signification des événements auprès des membres de son parti et plus encore auprès de l'ensemble de la population⁷.

Mais les efforts souvent considérables des premiers ministres pour communiquer avec le peuple sont pathétiques parce que, s'ils peuvent avoir des effets symboliques considérables, ils ont la plupart du temps fort peu d'effets réels sur la qualité de l'information dans une société donnée : coudoyer les foules, échanger

6. Morris Janowitz, *The Professional Soldier*, New York, The Free Press of Glencoe, 1960; Karl W. Deutsch, *The Nerves of Government, Models of Political Communication and Control*, p. 154.

7. Voir, sur le rôle du leader politique, mon article : « The Concept of Political Leadership », *Revue canadienne de science politique*, vol. 1, n° 1, mars 1968, p. 2-18.

des poignées de main, prononcer des discours, tenir des conférences de presse, se présenter devant les caméras de la télévision, tout cela consume une part considérable du temps et de l'énergie des premiers ministres mais, dans des circonstances normales et sans tenir compte de considérations électorales, tout cela est d'un rendement bien médiocre. Par ailleurs, de telles activités divertissent les premiers ministres des tâches nombreuses, accaparantes et essentielles au sein du gouvernement et de leur propre bureau. Le problème est d'autant plus grave que les bureaux des premiers ministres sont, d'une manière générale, stratégiquement mal situés dans le réseau de communication du système politique. En effet, ce sont habituellement les ministres responsables des divers secteurs d'activité du gouvernement qui fournissent, eux-mêmes ou par l'office d'intermédiaires, les informations sur les activités de leurs ministères, au premier ministre comme aux membres de son bureau. Or, les ministres, pour toutes sortes de raisons, sont de très mauvaises sources d'information : ils sont trop accaparés, ils ont trop d'intérêts personnels à sauvegarder et ils sont souvent trop peu compétents dans leur propre domaine.

S'ils se montrent très zélés dans l'accomplissement de tâches relevant des relations publiques, les premiers ministres risquent de transmettre des informations d'intérêt secondaire, biaisées, inadéquates ou même erronées. Dans l'ère où nous sommes, les bureaux des premiers ministres devraient être des chambres électroniques qui recevraient directement, à la source, les informations venant de toutes les parties du système politique ou du système social et qui feraient le tri de ces informations conformément aux divers rôles du premier ministre comme principal garant de la qualité de l'administration et du cabinet devant le parlement et le public en général. En outre, ces bureaux devraient recevoir et classer de façon méthodique les informations venant de sources les plus diverses : simples citoyens, leaders sociaux, chefs d'entreprises, syndicalistes, fonctionnaires, députés, ministres; et ces informations devraient être recueillies selon les méthodes les plus variées : conversations, correspondance, pétitions, sondages et ainsi de suite. Par de tels aménagements, les conseillers des premiers ministres seraient en mesure de leur procurer, de façon rapide et sûre, les données susceptibles de les aider à remplir efficacement leurs rôles de chefs de parti et de leaders de la nation tout en leur laissant plus de loisirs pour l'accomplissement de leurs nombreuses et accaparantes activités symboliques et mondaines.

Bien sûr, un problème demeure : celui du rapprochement nécessaire du gouvernement moderne et du peuple. Ce problème, semble-t-il, n'est pas près d'être résolu. Mais il est certain qu'en dépit de tous les efforts, ceux qu'ils font déjà ou ceux qu'ils pourraient faire, les premiers ministres ne sont pas en mesure de faire eux-mêmes et à eux seuls ce rapprochement. C'est dans d'autres directions qu'il faut chercher les voies véritables de solutions à ce problème majeur.

II. INFORMATION ET PARTICIPATION

La méthode d'analyse dont je viens d'esquisser les grandes lignes, en plus de mettre en lumière le rôle de l'information dans la cohésion du système politique, a implicitement fait ressortir l'utilité d'une participation active de tous les citoyens aux activités du système. En effet, la circulation de l'information suppose la communication entre agents, c'est-à-dire leur participation à l'effort commun.

Dans le contexte du développement optimal de toutes les ressources physiques et humaines dans lequel nous devons obligatoirement nous situer, le besoin de la rationalité des décisions devient impérieux. Or, pour que les décisions soient rationnelles, il faut que la participation, tout comme la communication, ne se confine pas à un seul système, le système politique ou encore le système social. Au contraire, de larges avenues de communication doivent être ouvertes entre les deux systèmes de façon à assurer la qualité de participation requise pour la bonne circulation des informations.

Les centres de pouvoir étant nombreux, il y a forcément interdépendance entre agents sociaux et agents politiques. Ni l'une ni l'autre de ces deux catégories d'agents ne détient un monopole sur l'information. Au contraire, les agents d'une catégorie possèdent des informations qui sont en même temps requises par les agents de l'autre catégorie pour que tous soient en mesure de prendre des décisions rationnelles. Les agents sociaux disposent d'une grande quantité de connaissances scientifiques, techniques et humaines (conditions physiques et psychologiques concrètes des individus, etc.) sans lesquelles les agents politiques œuvrent dans l'abstrait, sinon dans la nuit. Inversement, les agents politiques ont à leur disposition des banques d'information (statistiques, données conjoncturelles et autres) et des contrôles (financiers, réglementaires, etc.) au sujet desquels les agents sociaux, pour agir de façon éclairée, doivent être convenablement informés.

Toute visée monopolistique ou oligopolistique de la part d'agents sociaux ou politiques dans le domaine de l'information doit être considérée comme « suicidale ». Dans la société concertée à la naissance de laquelle nous assistons aujourd'hui, les agissements occultes et les calculs intéressés auxquels les égoïsmes forcenés de l'époque du laisser-faire nous avaient accoutumés doivent être résolument abandonnés de part et d'autre. Il y a manifestement là une tâche collective immense qui est appelée, par la force même de la logique qui nous contraint tous, à être planifiée. Cette tâche exige la participation active de tous et, par conséquent, la libre circulation de toutes les informations parmi les agents sociaux et politiques.

Pour que les sociétés puissent s'engager à fond dans la voie du développement auquel elles sont conviées, l'information doit présenter certains traits susceptibles d'être appréciés à la lumière des critères suivants :

1) *L'exactitude*, c'est-à-dire la conformité aux faits. L'exactitude est fonction de deux facteurs : de la vérité du message à sa source et de la qualité de la transmission de ce message à travers les canaux de communication (interférences, bruits, distorsions, introduction d'éléments étrangers au message originel, etc.).

2) *L'universalité*, c'est-à-dire la totalité des faits. L'universalité est fonction de la dimension et de la rapidité de traitement des canaux de transmission, de la conjoncture, de même que des habitudes bureaucratiques et des exigences sécuritaires. Beaucoup d'informations sont transmises en circuits fermés, c'est-à-dire qu'elles sont soumises à la règle plus ou moins absolue du secret. Il est urgent que les administrations, surtout publiques, élargissent les règles concernant la « confidentialité » qui, si elles étaient toujours suivies à la lettre, paralyseraient l'ensemble du réseau de communication. La dépendance des administrateurs vis-à-vis du secret s'est considérablement accrue depuis 1940, c'est-à-dire depuis que les

gouvernements, en collaboration avec la grande entreprise, se sont engagés dans la recherche militaire et la production de missiles et de fusées⁸. Le secret est devenu un système. L'imposition du secret a pour effet de créer deux catégories de citoyens : une minorité bien informée sur un grand nombre des questions les plus pressantes de l'heure et une majorité ignorante de ces mêmes questions et qui, au surplus, n'a aucune chance d'être instruite. Frein au développement, une telle situation empêche en même temps la pleine émergence d'une société concertée. Cette société, en effet, ne peut s'imaginer que dans un contexte respectueux de la nécessité de l'information universelle. Sans doute, la mise en œuvre d'instruments électroniques permettra de pénétrer de plus en plus profondément les régions jusqu'ici « cachées » de la matière et de la conscience de même que les énormes progrès anticipés de la cybernétique vont décupler les possibilités, déjà si grandes, d'anéantir la vie privée des individus. Les maîtres des calculateurs, des lasers et des holographes pourront théoriquement posséder, au sujet de populations entières, des informations infiniment supérieures à celles que pouvaient recueillir sur un seul individu les préfets de police les plus zélés des dictateurs les plus dynamiques des temps passés. Il faudra inventer des mécanismes de contrôle propres à écarter de telles possibilités. La réponse ne réside toutefois pas dans un refus du principe de l'universalité de l'information.

3) *L'intelligibilité*, c'est-à-dire l'aptitude d'un message à être compris correctement par le destinataire. Plusieurs facteurs influent sur l'intelligibilité de l'information : la complexité intrinsèque du message transmis; la capacité et la volonté de l'émetteur de s'exprimer clairement; l'aptitude du circuit de transmettre les détails du message qui concernent de façon spéciale son déchiffrement; la compétence du déchiffreur du message à la sortie du circuit; le nombre et le degré de compétence des intermédiaires; finalement, dans les cas nombreux où le destinataire est une collectivité de statut socio-économique hétérogène, les différences intellectuelles et émotives chez les récepteurs du message.

4) *La pertinence*, c'est-à-dire l'adéquation du message aux besoins et caractéristiques du destinataire. Beaucoup d'informations sont non pertinentes, soit parce qu'elles n'entrent aucunement dans le champ d'intérêt du destinataire, soit encore parce qu'elles sont en elles-mêmes dénuées d'intérêt, voire de signification. Dénonçant l'absence de pertinence d'un très grand nombre d'informations qui encombrant aujourd'hui les médiums d'information, C. Wright Mills a parlé d'immoralité supérieure (*higher immorality*); par voie de conséquence, le sens critique des individus s'amenuise en même temps que s'accroît la somme des connaissances⁹. La pertinence est donc fonction du degré d'intelligence critique des agents sociaux et politiques.

5) *L'accessibilité*, c'est-à-dire la possibilité pour un individu de recevoir un message et d'en retracer le cheminement depuis son point d'arrivée jusqu'à sa

8. Francis E. Rourke, « Administrative Secrecy : A Congressional Dilemma », *The American Political Science Review*, vol. 54, n° 3, septembre 1960, p. 684-695; Robert A. Dahl, « Atomic Energy and the Democratic Process », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 290, novembre 1953, p. 1-6; Francis E. Rourke, *Secrecy and Publicity Dilemmas of Democracy*, Baltimore, The John Hopkins Press, 1961.

9. C. Wright Mills, cité par Irving Louis Horowitz dans l'introduction aux essais colligés de Mills sous le titre de : *Power Politics and People*, New York, Oxford University Press, 1963, p. 19; voir aussi p. 599 sqq.

source. L'accessibilité est fonction de la distance physique du destinataire par rapport aux médiums d'information de même que, plus profondément, de la distance psychologique qui le sépare des centres de décision. Les caractéristiques personnelles du destinataire et son statut socio-économique sont ici des variables essentielles.

Sous chacun de ces cinq critères, la qualité de l'information se révèle en rapport direct avec la qualité de la participation des individus impliqués dans le réseau de communication. La participation politique, en effet, est étroitement liée à l'appartenance à des groupes. « Participer, écrit le Club Jean Moulin, c'est s'engager, s'obliger, se rendre responsable. C'est aussi se soumettre au contrôle du groupe ¹⁰. »

Les enquêtes récentes dans le domaine de la participation montrent que celle-ci constitue un phénomène cumulatif. En d'autres termes, il n'y a pas de solution de continuité d'un genre de participation à l'autre; il n'y a pas non plus de seuils d'accroissement marginal ni de saturation connus. Ceux qui participent le plus aux activités de leur profession et des associations volontaires sont aussi ceux qui participent le plus à la vie politique. Dans tous les cas, abstraction faite des participations obligées, quasi obligées, automatiques ou peu coûteuses — comme le fait de se rendre au bureau pour travailler, de payer sa carte de membre ou de voter — le taux de participation est très bas et se situe entre 10% et 20% de l'ensemble des membres. Et ces personnes possèdent des caractéristiques communes bien précises : elles se recrutent parmi les individus possédant un degré d'instruction, un niveau de vie et un statut socio-économique supérieurs.

On note, en outre, une nette diminution de la proportion de ceux qui participent à la vie politique par rapport à la participation dans les autres sphères d'activité. Dans un pays où la socialisation politique est pourtant relativement poussée comme aux États-Unis, seulement une fraction infime de groupes d'intérêt poursuit activement des objectifs politiques et une faible proportion (environ 4%) s'engage épisodiquement dans des activités qu'on peut qualifier de politiques. En outre, seulement un petit pourcentage des membres (environ 10%) appuient activement leur organisation dans la poursuite de ces objectifs ou même sont conscients que leur organisation poursuit de tels objectifs. Tous les sondages nationaux américains indiquent qu'un faible pourcentage d'individus (2% à 3%) choisissent spontanément comme objet de préoccupation majeure des questions reliées directement à la politique.

Comment expliquer que l'intérêt pour les questions politiques soit relativement aussi bas ? Sans doute peut-on s'en étonner étant donné que les actions de l'État rejoignent d'une façon ou d'une autre toute la population et qu'elles ont des incidences directes ou indirectes considérables sur la vie des individus. Par ailleurs, même si l'État est le plus grand employeur d'un pays, un nombre relativement peu élevé d'individus travaille directement pour une organisation publique. Les facteurs immédiats de désintérêt tiennent à la fois à la grande complexité de plusieurs des actions politiques et à l'éloignement relatif des centres d'activité et de décision politiques des bornes de la vie quotidienne. Dans une étude sur la

10. Le Club Jean Moulin, *l'Homme et le citoyen*, Paris, Le Seuil, 1961, p. 193.

participation des Américains à divers actes politiques, étude dont les résultats n'ont cessé d'être confirmés par des recherches ultérieures, Julian L. Woodward et Elmo Roper ont obtenu les résultats suivants ¹¹ :

TABLEAU 1
Participation des adultes américains aux activités politiques

nature de l'action	% de participation
1) ont voté	
une fois ou plus dans les quatre dernières années	75
trois fois ou plus dans les quatre dernières années	47
cinq fois ou plus dans les quatre dernières années	21
2) ont discuté fréquemment de questions d'intérêt public	
ont discuté fréquemment et pris une part égale dans la discussion	21
ont discuté fréquemment et ont tenté de démontrer qu'ils ont raison	6
3) appartiennent à des organisations qui prennent position sur des questions d'intérêt public	
à une ou plusieurs organisations	31
à deux ou plusieurs organisations	7
4) ont écrit ou parlé à leur représentant au Congrès ou à d'autres agents politiques afin de donner leur opinion sur des questions d'intérêt public	
une fois ou plus au cours de la dernière année	13
deux fois ou plus au cours de la dernière année	7
5) ont travaillé à l'élection d'un candidat au cours des quatre dernières années	11
6) ont donné de l'argent à un parti ou à un candidat dans les quatre dernières années	7

SOURCE : Julian L. Woodward et Elmo Roper, « Political Activity of American Citizens », *The American Political Science Review*, vol. 44, 1950.

Par rapport aux actes de nature comparable au sein des organisations professionnelles et volontaires ces taux de participation sont bas. En même temps, on constate que le taux moyen d'intérêt est très bas également. À partir d'indices de pondération des actions ci-haut mentionnés, Woodward et Roper sont parvenus aux résultats suivants : 10,3% sont très actifs (c'est-à-dire ont obtenu au moins 6 points sur une possibilité de 12); 16,8% sont actifs (4 à 5 points sur 12); 34,6% sont inactifs (2 à 3 points sur 12); 38,3% sont très inactifs (0 à 1 point sur 12). Non seulement le degré d'intérêt est-il faible, mais encore l'intensité de l'intérêt diminue de façon abrupte une fois franchie la mince couche supérieure des strates sociales. Philip E. Converse, à partir d'un échantillon national américain,

11. Julian L. Woodward et Elmo Roper, « Political Activity of American Citizens », *The American Political Science Review*, vol. 44, 1950. Pour une classification systématique des catégories d'activités politiques, voir mon article : « Participating in the Political Process », *Queen's Quarterly*, vol. 75, n° 3, automne 1968, p. 435.

a réparti de la façon suivante la population adulte américaine eu égard à l'intensité des convictions politiques ¹².

TABLEAU 2
*Population adulte américaine
en fonction de l'intensité des convictions politiques*

strates	catégories	% de l'échantillon
I	idéologues	2,5
II	quasi-idéologues	9
III	incités par des groupes d'intérêt	42
IV	incités par la conjoncture	24
V	sans incitation	22,5

SOURCE : Philip E. Converse, « The Nature of Belief Systems in Mass Publics », dans David E. Apter, *Ideology and Discontent*, Glencoe, The Free Press, 1964, p. 218.

Il est évident que les individus dont le degré d'intérêt à la vie politique est le plus élevé font partie de la strate supérieure de la population et que les apathiques se recrutent au bas de l'échelle sociale. Mais une composante du phénomène que Converse met en lumière consiste dans la grande corrélation qui existe entre l'intensité de l'intérêt et le degré de conceptualisation des questions politiques. En répartissant les individus selon cinq strates décroissantes de degré d'identification et de connaissance des questions, Converse parvient aux résultats suivants ¹³ :

TABLEAU 3
Niveaux de conceptualisation selon les strates

strates	idéologues	quasi-idéologues	groupes d'intérêt	conjoncture	sans contenu
I	51%	29%	13%	16%	10%
II	43	46	42	40	22
III	2	10	14	7	7
IV	2	5	6	7	12
V	2	10	25	30	49

SOURCE : Philip E. Converse, « The Nature of Belief Systems in Mass Publics », dans David E. Apter, *Ideology and Discontent*, Glencoe, The Free Press, 1964, p. 224.

En allant des strates supérieures vers les strates inférieures, il se produit non seulement une diminution constante du degré de conceptualisation des questions politiques mais encore un changement concomitant dans la nature même des convictions politiques. En conséquence, la petite élite bien informée et bien encadrée possède une culture politique qui diffère sensiblement de celle de la masse des non-informés et des mal encadrés. C'est ainsi que les objets de caractère politique paraissent à ces derniers beaucoup plus éloignés et plus abstraits. Ce

12. Philip E. Converse, « The Nature of Belief Systems in Mass Publics », dans David E. Apter, *Ideology and Discontent*, Glencoe, The Free Press, 1964, p. 218.

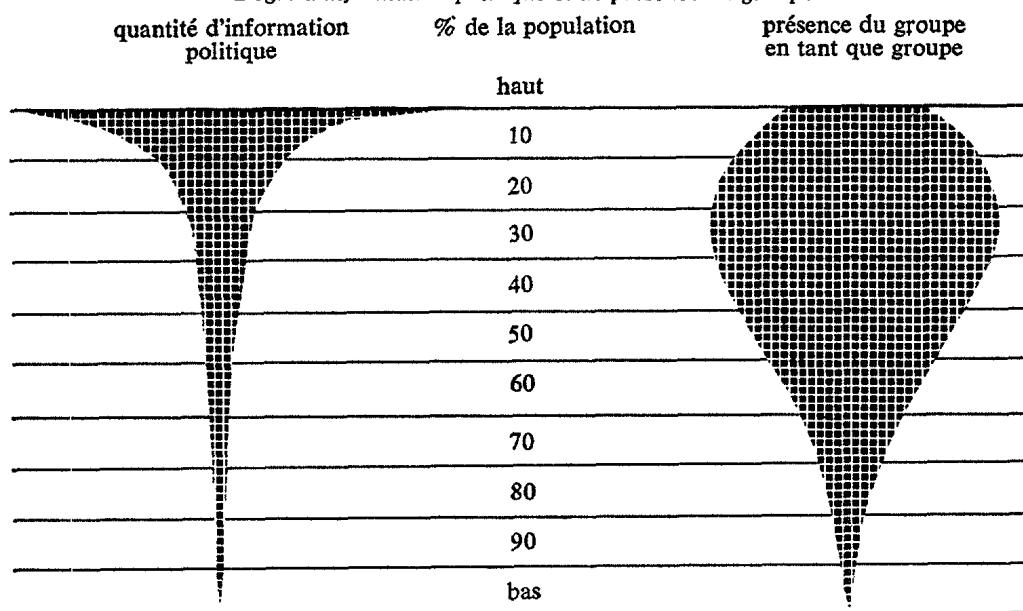
13. *Ibid.*, p. 224.

fossé dans l'ordre de l'entendement qui correspond à un fossé dans l'ordre social est sans aucun doute d'une importance capitale pour l'information politique comme pour la vie politique en général. Malheureusement, ce phénomène n'a pas encore retenu l'attention des chercheurs.

Il est probable que les effets sur les individus de l'appartenance à des groupes se font sentir non seulement sur le taux et l'intensité de l'engagement politique mais encore sur les attitudes politiques elles-mêmes et sur l'aptitude à comprendre les phénomènes politiques. Dans son étude d'un échantillon de la population américaine, Converse a montré qu'il existait des rapports assez étroits entre le degré de présence du groupe dans la vie des individus et la quantité d'information politique qu'ils possédaient. Il a exprimé ce rapport par deux sabliers de formes assez différentes mais renversés l'un et l'autre ¹⁴.

TABLEAU 4

Degré d'information politique et de présence du groupe



SOURCE : Philip E. Converse, « The Nature of Belief Systems in Mass Publics », dans David E. Apter, *Ideology and Discontent*, Glencoe, The Free Press, 1964, p. 236.

En ce qui concerne la quantité d'information politique aussi bien que le degré de présence du groupe, la masse de la population occupe la partie la plus étroite des sabliers tandis que l'élite se trouve dans la partie la plus large. Toutefois dans les 20% supérieurs de la population apparaissent des différences considérables. D'une part, nous savons déjà qu'une minime fraction de 2% ou 3% de l'élite dispose d'informations politiques à ce point disproportionnées qu'on peut même les qualifier d'oligopolistiques : il s'agit bien sûr des catégories supérieures de politiciens professionnels, de fonctionnaires et d'un petit nombre de porte-parole de groupements sociaux. Or ces personnes, tout en appartenant à des groupes, s'engagent à un degré moindre et échappent davantage à leur contrôle. D'autre part, la

14. Philip E. Converse, « The Nature of Belief Systems in Mass Public », dans David E. Apter, *Ideology and Discontent*, Glencoe, The Free Press, 1964.

quantité d'information politique diminue rapidement parmi les 10% à 20% de la population qui suivent immédiatement la coterie de favorisés. Mais, phénomène en partie compensateur, l'emprise de la vie des groupes est, chez eux, la plus forte. Par contre, une fois franchi le seuil des 20% supérieurs de la population, la courbe de la quantité d'information politique et celle de la présence des groupes dans la vie des individus présentent la même allure. Dans le cas du tiers inférieur de la population, l'une et l'autre tendent vers zéro. Pour le tiers moyen, les deux diminuent graduellement de façon identique.

D'autres études confirment les rapports étroits entre le degré d'information et le degré d'intérêt à la vie politique. Aux États-Unis, de 2% à 3% de la population peuvent être considérés comme pleinement informés et ce petit nombre se partage les positions qui comptent dans la vie politique. Ces personnes sont virtuellement coupées de la masse de la population mais elles entretiennent d'étroits rapports avec un nombre restreint d'individus (10% à 20% de la population) qui sont relativement bien informés et qui participent de façon active à la vie politique. C'est à cette fraction de citoyens — journalistes, intellectuels, leaders de groupements, professeurs — qu'incombe la responsabilité d'activer la masse non informée, soit 80% à 90% de la population. D'après les données disponibles, la population canadienne présente un profil identique à celui des Américains.

En règle générale, ceux qui participent le plus sont donc en même temps les mieux informés et, inversement, ceux qui participent le moins se recrutent parmi les moins informés. Le taux d'information politique se trouve en corrélation directe avec les indices majeurs du statut socio-économique : instruction, profession et revenu. Sous quelque angle qu'on aborde la question, les inégalités entre les hommes que secrètent nos sociétés sont transparentes. On se trouve manifestement en présence d'un processus circulaire : l'apathie coexiste avec l'ignorance mais celle-ci, à son tour, est inséparable de celle-là.

La participation politique est fonction des connaissances sur les données élémentaires et fondamentales du système politique, de l'information sur les décisions, de la conscience que ces décisions touchent la vie des citoyens et, surtout, du sentiment chez les individus de leur aptitude à influencer, par des moyens déterminés, le cours des choses. Inversement, la participation aux actions politiques est requise pour l'acquisition par les individus d'une somme convenable de connaissances.

La démonstration a été souvent faite au cours d'expériences parmi les petits groupes — et les mêmes conclusions s'appliquent sans doute aux grands groupes — que l'incitation à participer est fortement influencée par la plus ou moins grande clarté avec laquelle les individus perçoivent les objets qui sollicitent leur attention et que, par ailleurs, le fait de participer contribue à accroître la limpidité de perception des problèmes.

Nous sommes donc en présence d'un processus circulaire selon lequel ceux qui participent y sont incités parce qu'ils sont déjà suffisamment informés et ceux qui ne participent pas en sont dissuadés par suite d'un manque d'information. La question se pose dès lors : comment rompre ce cercle ? La solution idéale de ce problème serait la réforme d'un système social qui permet des inégalités flagrantes

dans les chances d'accès à l'instruction, aux professions et aux revenus supérieurs. Mais, à défaut de cet idéal, il faut tout au moins tenter de contrecarrer la tendance des systèmes politiques eux-mêmes à accentuer encore les profondes inégalités résultant du fonctionnement des systèmes sociaux. En effet, ces systèmes ne sont-ils pas aménagés de façon à encourager la participation des catégories sociales déjà favorisées et à décourager celles qui sont déjà défavorisées ?

Il est possible qu'une action délibérée et soutenue sur le plan de l'information politique soit susceptible, sinon de détruire le processus circulaire lui-même, du moins d'en atténuer les effets. L'entreprise, toutefois, est d'importance. L'apathie qui existe aujourd'hui au sujet des affaires publiques est telle qu'il faudrait mener des missions d'animation nombreuses et de grande envergure afin de créer l'état de mobilisation sociale susceptible d'inciter les personnes défavorisées à participer. Or, une telle mobilisation sociale est avant tout un problème de communication. En effet, la distribution de l'information parmi la population se heurte à plusieurs difficultés d'ordre social et d'ordre psychologique. La communication doit faire son chemin à travers mille embûches et surmonter mille obstacles.

Il y a d'abord le fait que le réseau de communication ne s'étend pas de façon homogène parmi toutes les couches de la population, que des circuits entiers (revues et magazines) ne rejoignent pas de façon significative, tout au moins sous l'aspect politique, les deux tiers inférieurs de la population et que d'autres circuits (livres et revues d'intérêt politique, publications gouvernementales, bilans d'entreprises, etc.) touchent au maximum 10% de la population. Toute information émanant de tels circuits est, dans une grande mesure, sans objet.

Il y a aussi le fait qu'au sein de la plupart des circuits qui rejoignent la masse de la population (télévision, journaux populaires) la publicité commerciale et les diverses rubriques, par leur contenu et leur volume, dévalorisent et vont jusqu'à « noyer » les messages d'intérêt général.

Des phénomènes bien connus s'ajoutent à ces conditions : les individus n'entendent vraiment que les messages qui les confirment dans leurs impressions ou encore qui ne dérangent pas leur sécurité. Or, selon la théorie de la communication, pour qu'un message se rende de son point d'origine à son lieu de destination, il est nécessaire que les récepteurs soient en état d'équilibre instable¹⁵. De la sorte, la moindre pulsion dans le réseau de communication a toutes les chances d'être ressentie aux centres de réception : elle remplira alors la fonction d'une remise en équilibre. Or, quand les récepteurs sont des individus, on ne trouve pas toujours cet état de déséquilibre favorable à la transmission des messages. Le cas se rencontre fréquemment quand il s'agit de messages politiques : il est probable, en effet, que dans le domaine politique les individus ressentent avec une acuité plus grande que dans d'autres domaines le besoin de sécurité.

Il y a enfin le fait que la propension à accepter le contenu d'un message dépend du degré de légitimité et de crédibilité accordé à la source de ce message. Or, il semble bien que ce degré diminue rapidement à mesure qu'on pénètre les couches intermédiaires et inférieures de la population. Plus de gens estiment que

15. Karl W. Deutsch, *The Nerves of Government, Models of Political Communication and Control*, p. 147.

la politique est « pourrie » parmi ces dernières que parmi les strates supérieures. Il est donc naturel que les messages des « politiciens » ne reçoivent pas la même réception dans l'un et l'autre cas. Sans doute, le scepticisme dont on entoure la politique parmi les strates inférieures s'accompagne en même temps de beaucoup de crédulité par suite d'une inaptitude intellectuelle et émotive à distinguer entre les prises de position « réalistes » et les promesses « insensées ». Il n'en est pas moins vrai que la conviction de la « pourriture » congénitale de la politique s'accroît avec chaque espoir déçu — espoir d'ailleurs souvent créé par des politiciens qui misent précisément sur la crédulité des gens.

CONCLUSION

L'exposé qui précède n'épuise pas, il s'en faut, toutes les questions relatives à l'information politique. C'est ainsi que nous avons escamoté l'examen des circuits d'information entre les quatre fonctions politiques majeures : législative, gouvernementale, administrative et juridictionnelle. Nous n'avons pas non plus tenté de distinguer les modalités spécifiques à chacune de ces fonctions dans leurs rapports avec les citoyens. De même avons-nous ignoré de traiter de la façon propre à chacun des mécanismes d'interaction du système social et du système politique — c'est-à-dire les partis, les groupes d'intérêt, les organismes consultatifs et les médiums d'information — de canaliser vers les agents sociaux l'information politique et, inversement, vers les agents politiques l'information sociale.

Notre examen avait un autre objet. Nous voulions montrer l'importance de l'information dans la vie politique et, de façon plus particulière, souligner comment la production d'une information qui réponde aux besoins de la société contemporaine implique la collaboration active et constante des agents politiques et des agents sociaux. Sous tous les aspects selon lesquels nous avons scruté cette question, nous avons constaté de graves déficiences dans l'organisation et le fonctionnement du réseau de communication politique. Dans notre conclusion, nous voudrions indiquer certaines voies de solution à ces lacunes.

Une condition du succès de tout effort visant à améliorer l'information politique doit porter sur la raison d'être même de la participation populaire. La raison ultime de toute participation est et ne peut être que l'autoréalisation de l'homme. Certes, dans l'ordre social actuel et même — hormis dans le monde utopique de l'anarchie — dans tout ordre prévisible, le phénomène de la domination et de la subordination paraît incrusté dans la nature même des choses. Mais c'est là un phénomène qui tient aux exigences de l'organisation sociale et non pas à la nature intrinsèque de l'homme. Dans les réformes à entreprendre, il ne s'agit pas seulement de tendre à réduire l'écart entre l'ordonnateur et l'exécutant. Il faut viser à réduire le caractère autoritaire du commandement lui-même en faisant participer le plus grand nombre possible d'individus aux décisions. Il s'agit de greffer une pousse de démocratie directe sur l'arbre centenaire aux branches étiolées de la démocratie représentative.

On rejoint ici la question encore non résolue de la nature de l'humanisme contemporain. Il est douteux que nous fassions fausse route en postulant que l'homme de demain, par contraste avec l'homme captif et dépendant d'aujourd'hui, devra être autonome et capable de s'autodéterminer. Pour être un membre utile

dans la société automatisée où nous entrons, l'homme de demain devra être un individu au sens vrai du terme et non pas un simple numéro de série susceptible d'être rangé quelque part le long de la chaîne d'assemblage que constituait la société industrielle d'hier. C'est pourquoi il importe de valoriser les modes de participation qui développent l'autonomie de la personne et font naître le désir d'autodétermination.

Les raisons d'être de la participation doivent être dorénavant claires et précises : elles doivent se concrétiser dans toute forme d'action organisée et contrôlée qui ouvre aux individus l'accès au choix des buts et des moyens et qui permet la mise en marche des programmes dans tous les domaines d'activité qui les concernent ou qui touchent de manière spéciale l'intérêt commun. En d'autres termes, la participation véritable doit viser les fins de la société et, dans la mesure des aptitudes de chacun, les moyens susceptibles de réaliser ces fins. Un tel objectif ouvre un vaste horizon aux contours encore imprécis et qui devrait englober un monde assez vaste et assez coloré pour permettre aux millions d'hommes qui s'agitent aujourd'hui sans but autre qu'immédiat et borné à soi de trouver enfin un motif d'intérêt et une invite à l'autodépassement. La participation qui s'impose doit commencer avec la création d'un homme nouveau. Cet homme naîtra d'un enseignement et d'une pédagogie d'un genre inédit qui passeront forcément par le réseau contemporain de communication et qui seront plus près des besoins réels de l'homme que ne le sont ceux d'aujourd'hui.

Une seconde condition de l'amélioration de l'information politique réside dans l'identification des points critiques du réseau de communication du système social. Bref, tout comme on l'a fait pour le système politique, il s'agit d'identifier les positions dans le système social qui correspondraient au rang de « colonel ». Il faut trouver les frères d'esprit et les compagnons d'armes des sous-ministres et des directeurs généraux des grands services administratifs. L'analyse des catégories de personnes dans les divers secteurs d'activité sociale avec lesquelles ils entrent fréquemment en contact (par téléphone, lettres, rencontres personnelles, etc.) nous fournirait la réponse à cette question. Il s'agit en gros des gérants d'entreprises, directeurs des médiums d'information, chefs syndicaux, présidents des grandes associations volontaires et autres personnes occupant dans le système social un rang qui leur confère une position stratégique dans le réseau social de communication. L'examen des rapports entre agents sociaux et agents politiques qui occupent des positions stratégiques dans le réseau de communication de leur système respectif doit être la clé de voûte de toute étude de l'information politique.

Parmi les questions posées par les rapports entre les deux catégories d'agents, les suivantes sont particulièrement pertinentes : Quelles sont les règles qui président à l'initiative de la prise de contact ? Quels sont les canaux de communication empruntés ? Quels échanges se font au cours de ces contacts ? Jusqu'à quel point l'information au sens strict entre-t-elle dans ces échanges ? Les agents se sentent-ils ou non de part et d'autre liés par des règles de secret ? Dans quelles circonstances sont-ils conduits à échanger des « confidences » ? Quels points des réseaux de communication, dans l'un et l'autre système, sont particulièrement saturés ou au contraire particulièrement libres ? Quelles avenues des mécanismes de liaison entre les deux systèmes (partis, groupes d'intérêt, comités consultatifs, médiums d'infor-

mation) sont le plus fréquemment empruntées dans les contacts entre les deux catégories d'agents ? Comment celles-ci perçoivent-elles l'importance relative de ces diverses avenues ?

De telles recherches, et d'autres similaires, feraient voir sous leur véritable jour les réseaux de communication : les points de fermeté et de faiblesse seraient mis en relief. Et il deviendrait possible d'aviser de façon réaliste aux réformes qui s'imposent dans la circulation des informations sociales et politiques, au niveau des élites tout au moins. Dans une large mesure, des réformes à ce niveau rendraient possible la prise de décisions rationnelles dans le domaine politique aussi bien que dans le domaine social. Mais pour que ces décisions soient en même temps raisonnables, il est nécessaire que les communications s'étendent bien au-delà de cette couche supérieure de la population et qu'elles rejoignent la masse du peuple. Comment créer les conditions d'une telle jonction ? Jusqu'à tout récemment, les sociologues étaient d'avis que l'éclatement des sociétés traditionnelles avait à toutes fins utiles détruit le réseau de communication qui constituait les groupes primaires et les groupes restreints et que l'avènement de la société moderne laissait l'homme seul et isolé face aux grands moyens de diffusion de masse.

Aujourd'hui ce point de vue est jugé excessif. Depuis que Katz et Lazarsfeld¹⁶ ont redécouvert le rôle des groupes restreints (famille, amis, voisins, compagnons de travail) comme relais de transmission des messages émanant des grands moyens de communication (notion du *two-step flow of communication*), nombre d'études ont été menées pour identifier la nature du phénomène. On connaît assez bien maintenant comment il se présente dans le domaine de la publicité commerciale et dans celui des campagnes électorales et on lui découvre tous les jours de nombreux champs d'application.

Dans les grandes villes, des « isolats » nombreux et dynamiques recréent en quelque sorte la spontanéité et la cohésion des groupes primaires de la société traditionnelle. Dans les pays en voie de développement, l'émergence d'une culture politique homogène dépend de l'intensité des interactions entre les grands moyens de diffusion et les leaders d'opinion dans les secteurs dynamiques. Dans les entreprises, les individus développent, à côté du réseau officiel de communication, un réseau informel qui est, dans une large mesure, responsable du climat d'esprit et du rendement. Les travaux de Simon, March et Crozier révèlent l'importance stratégique de tels réseaux non officiels. Au cours de ses enquêtes sur les communautés d'entreprises, Albert Meister a relevé une tendance à des regroupements informels et cela, non seulement à propos de la participation, mais aussi de l'information. Selon ses propres termes, alors que « des réunions spéciales sont organisées périodiquement par les responsables, une bonne partie de l'information des membres leur parvient d'autres canaux¹⁷ ». Meister note que l'information circule plus facilement à l'intérieur de ces regroupements restreints : l'individu se sent plus à l'aise; n'étant pas condamné à écouter des conférences, il peut spontanément faire part de ses réactions à mesure qu'elles se produisent, et ainsi de suite.

16. Elihu Katz et Paul F. Lazarsfeld, *Personal Influence. The Part Played by People in the Flow of Mass Communications*, Glencoe, The Free Press, 1955.

17. Albert Meister, « Participation organisée et participation spontanée », *l'Année sociologique*, 1961, p. 113.

Bref, on peut conclure avec Jehlik et Losey que le groupe restreint constitue « un mécanisme social de base pour modeler l'opinion publique, pour maîtriser les rumeurs locales, pour engendrer la pression sociale, pour transmettre les nouvelles et développer le leadership¹⁸ ». Le groupe restreint est un rouage très souvent oublié dans les programmes globaux de réformes. Il est pourtant essentiel au bon fonctionnement des structures sociales et des réseaux de communication.

Les conditions d'émergence du leadership dans les groupes restreints et l'influence de tels leaders dans la vie politique ont fait l'objet d'études assez poussées¹⁹. Par contre la question des rapports que ces leaders « naturels » entretiennent avec les leaders officiels dont j'ai indiqué la position stratégique dans le réseau socio-politique de communication, constitue encore une large zone grise dans nos connaissances. Ces deux types de leaders qu'on trouve à la tête d'organisations et de canaux de communication parallèles se rejoignent-ils ? Et, si oui, quels modes de contact s'établissent entre eux ? Les études électorales nous fournissent quelques indications à ce propos. C'est ainsi que des succès jugés surprenants de candidats ou de mouvements « marginaux » sont très souvent attribués au fait que ces candidats ou mouvements ont réussi à faire converger la propagande émanant des moyens de diffusion de masse et les circuits d'influence interpersonnelle dominés par les leaders « naturels » au sein des groupes de voisinage, de parenté ou d'usines.

Mais pour parvenir à une juste appréciation des conditions et des possibilités de la participation et de l'information parmi les couches sociales inférieures, il faudrait mener des enquêtes sur de nombreux autres fronts. Par exemple, au sein des grandes associations volontaires, existe-t-il de telles tendances à des regroupements plus spontanés ? Quelles sont les raisons d'être de tels regroupements ? Quelle forme de leadership en résulte-t-il ? Quels rapports s'établissent entre ces leaders spontanés et les chefs officiels ? Y a-t-il échange d'information à l'occasion de ces rapports ? Quelle est la portée de tels modes de structuration des associations pour l'action politique ?

RÉSUMÉ

À partir d'une méthode d'analyse axée sur l'application de la cybernétique au domaine des communications sociales et située dans le prolongement de l'approche systémique, l'auteur établit certaines relations entre l'information politique et la participation. Il démontre notamment qu'à l'inégalité d'information parmi les catégories socio-économiques correspond une même inégalité de participation aux activités politiques des mêmes catégories. Après avoir indiqué les raisons de ces rapports, l'auteur esquisse certaines voies de réforme.

ABSTRACT

[*Information and Political Participation*] Using a methodology which applies cybernetics to social communications and which uses a systemic approach, the author establishes certain relationships between information level and political participation. He shows in particular that the unequal distribution of information among socio-economic groups corresponds with

18. Jehlik et Losey, « Rural Social Organization in Henry County Indiana », *Station Bulletin*, 1951, p. 37, cité par Sloan R. Wayland et Henry Lennard, « Current Conceptual Trends in Small Groups, Study Sociology », *Autonomous Groups*, vol. 8, n° 2, 1952-1953, p. 2-17 (dans Albert Meister, « Participation organisée et participation spontanée », *l'Année sociologique*, 1961, p. 133).

19. Voir à ce propos : Sidney Verba, *Small Groups and Political Behavior*, Princeton, Princeton University Press, 1961.

unequal political participation. After giving the reasons for these relationships, he outlines certain reforms.

RESUMEN

[Información política y participación] A partir de un método de análisis basado en la aplicación de la cibernética al dominio de las comunicaciones sociales, y situado en la línea de la perspectiva sistémica, el autor trata de establecer ciertas relaciones entre la información política y la participación. Muestra en particular que a la desigualdad de información entre las categorías socioeconómicas corresponde una misma desigualdad de participación en las actividades políticas de dichas categorías. Después de indicar las razones de tales correlaciones, el autor esboza unas reformas.